



Situation et perspectives de l'économie mondiale 2009

L'Afrique, en marge du système financier mondial, mais souffrant des conséquences de la crise

Addis-Abeba, 15 janvier – Le PIB de l'Afrique devrait ralentir à 4,1 pour cent en 2009 par rapport à 5,1 pour cent en 2008. Cette baisse met un terme au record du continent de cinq années consécutives de croissance économique au-dessus de 5 pour cent.

Les Nations Unies ont publié aujourd'hui leur rapport annuel *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2009 (WESP)*. Ce rapport annonce que l'Afrique, en marge du système financier mondial, pourrait s'attendre à voir son secteur bancaire éviter les conséquences les plus graves de la crise financière. Toutefois, la région sera indirectement affectée, du fait du resserrement du crédit sur les flux d'investissements, du recul de la demande d'exportation, de la baisse des prix des matières premières et de la volatilité des taux de change.

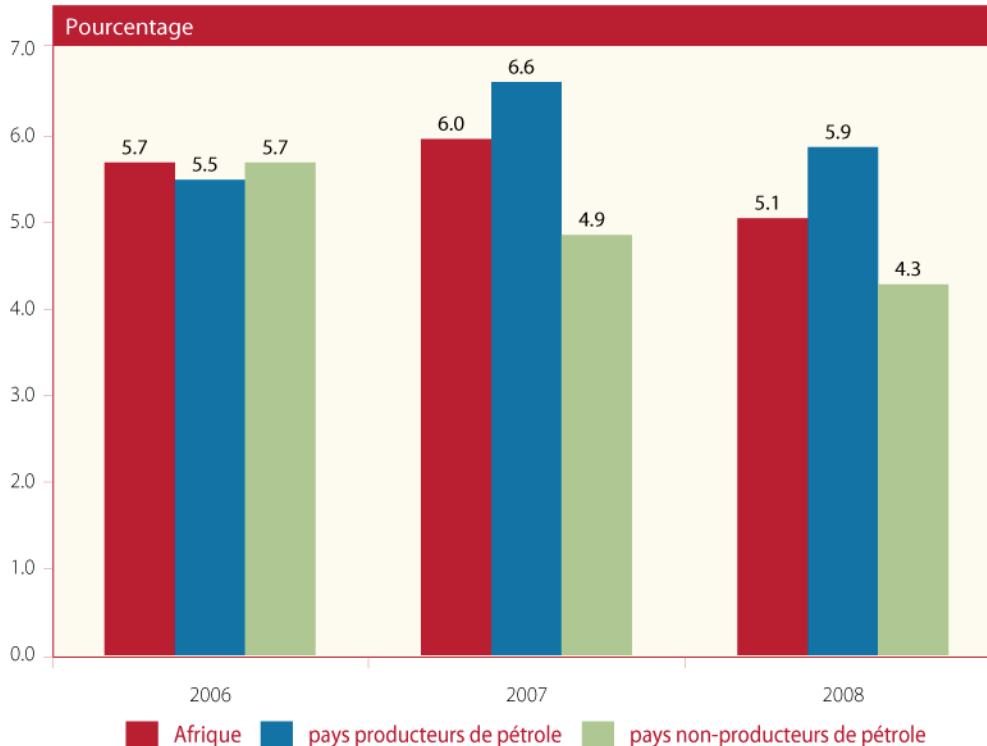
Si le cours des produits de base devait à nouveau baisser et de manière plus brutale, le continent pourrait faire face à des risques élevés de fuite de capitaux, à une forte dépréciation monétaire et à une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt entraînant un nouveau recul de la croissance, prévient une équipe d'économistes, qui, il y a un an, prédisait qu'une récession aux États-Unis conduirait à une quasi-paralysie de l'activité économique mondiale.

« Avec un environnement extérieur se dégradant rapidement, ces pays auront vraisemblablement besoin d'un nouvel allègement de leur dette. Un rééchelonnement de l'aide peut également s'avérer nécessaire afin de maintenir les progrès réalisés ces dernières années en termes de stabilité et de gestion macroéconomiques, ainsi que pour atteindre des objectifs du Millénaire pour le développement », explique le rapport de l'ONU.

Revenus substantiels pour les pays exportateurs de pétrole

Avec la chute des prix du baril au second semestre 2008, le prix relativement élevé par rapport aux précédents historiques a permis aux pays africains exportateurs de pétrole d'enregistrer une croissance de 6,1 pour cent en 2008 comparée aux taux de croissance de 4,3 pour cent pour les importateurs nets de combustibles (voir le graphique ci-dessous).

Croissance en Afrique^a, pays producteurs de pétrole versus pays non-producteurs de pétrole, 2006-2008



Source: NU/DAES.

^a Les Seychelles et le Swaziland sont omis par manque de données.

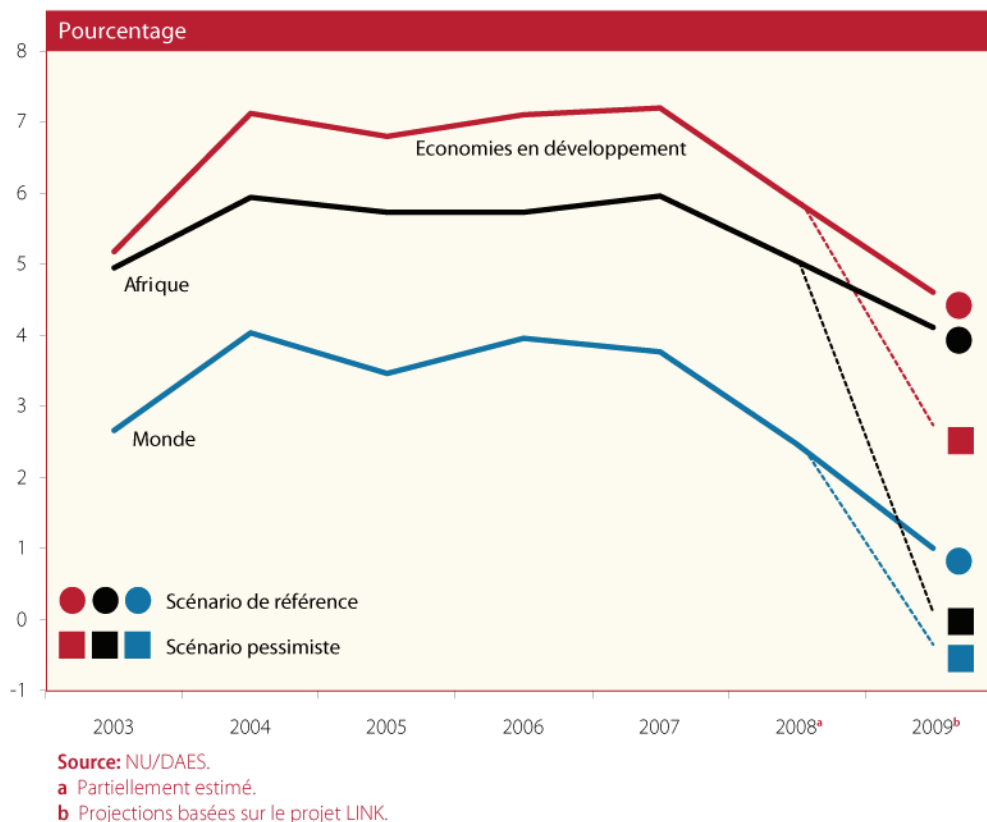
Cependant, « ce chiffre masque des écarts considérables d'un bout à l'autre du continent dans la mesure où les dépenses des ménages sont limitées dans bien des cas par le brusque regain d'inflation, la hausse des taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, les troubles intérieurs », souligne le rapport. « À mesure que l'économie mondiale et le cours des produits de base continuent de fléchir, la croissance devrait décélérer pour s'établir à 4,1 pour cent en 2009. »

Toutefois, les marchés financiers des pays développés n'ayant pas encore atteint leur niveau le plus bas et avec l'augmentation du risque d'une récession mondiale plus profonde en 2009, un scénario plus pessimiste devient plus plausible, auquel cas, les perspectives pour l'Afrique seraient beaucoup plus moroses, avec une croissance économique sur le continent pratiquement au point mort et un revenu par habitant en baisse en 2009. Ce serait là un sérieux revers pour les efforts visant à réduire la pauvreté et la faim dans la région.

Ralentissement de la croissance dans l'ensemble des sous-régions, à l'exception de l'Afrique centrale

Grâce au rebond de la production pétrolière dans la République du Congo, l'Afrique centrale a su mieux résister à un nouveau ralentissement alors que toutes les autres sous-régions connaissaient une décélération bien que, dans l'ensemble, les taux de croissance demeurent soutenus. Ces taux élevés étaient soutenus par de fortes exportations de matières premières et la hausse de la production agricole.

Ralentissement mondial synchronisé, conduit par une récession dans les pays développés



De bonnes recettes pétrolières ont aidé l’Afrique du Nord à atteindre 5,1 pour cent de croissance en 2008, alors que l’essor des secteurs de la construction et du tourisme renforçait la consommation publique et privée dans l’ensemble de la sous-région.

La hausse de la production et des cours du pétrole au Nigeria conjuguée à l’expansion de l’activité minière, de la construction et du tourisme dans d’autres pays a contribué à la croissance en Afrique de l’Ouest, tandis que la sous-région bénéficiait en outre de l’amélioration du climat politique avec le retour à une relative stabilité des pays comme le Liberia et la Côte d’Ivoire.

L’Afrique de l’Est dominait le continent avec la croissance la plus forte, alors que l’Éthiopie bénéficiait de « l’amélioration des performances agricoles, d’un solide afflux d’aide et d’un essor important dans le tourisme et l’investissement au premier semestre de 2008 ».

Le Sud de l’Afrique a perdu deux pour cent de croissance avec un PIB en baisse à 4,2 pour cent en 2008 alors que l’Afrique du Sud connaissait une soudaine décélération due à un ralentissement des activités minières et d’extraction de carrières, s’ajoutant à un recul des dépenses de consommation.

Hausse de l’inflation, du chômage et des déficits

Les prix mondiaux élevés de l’énergie et des denrées alimentaires combinés à des facteurs intérieurs comme le creusement des déficits publics et une forte demande intérieure ont fait monter l’inflation en Afrique à 10,7 pour cent en 2008, par rapport à 6,4 pour cent en 2007. Cas extrême, l’hyperinflation du Zimbabwe a atteint le chiffre sans précédent de 11 000 000 pour

cent. Dans certains cas, une inflation à deux chiffres et l'insécurité alimentaire sont le résultat des mauvaises récoltes, comme ce fut le cas au Burundi, en Érythrée, en Éthiopie et au Kenya.

L'amélioration des disponibilités alimentaires consécutive aux meilleures récoltes du second semestre 2008 et à la baisse du cours mondial des produits de base devrait faire baisser les prix des produits alimentaires intérieurs et conduire à une décélération de l'inflation en 2009. Néanmoins, de nombreuses économies africaines en 2008 ont opté pour une politique monétaire plus restrictive ou neutre afin de contenir l'inflation, alors même que la croissance se tassait.

Avec la baisse anticipée des revenus des exportations et des flux d'investissements, les investissements dans les secteurs des services, de la construction et des travaux publics devraient diminuer eux aussi. En conséquence, les perspectives d'emploi dans les zones urbaines diminueront, poussant un plus grand nombre de demandeurs d'emploi à rejoindre la déjà vaste économie parallèle.

Les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires ont fait passer la proportion de pays importateurs de pétrole accusant un déficit financier « de 76 pour cent en 2007 à 86 pour cent en 2008. En moyenne, ces pays encouraient un déficit financier de 1,7 pour cent du PIB, comparé à un excédent de 7 pour cent pour les pays exportateurs de pétrole. Afin de maintenir la stabilité financière, de nombreux États ont eu recours à des mesures additionnelles pour endiguer les dépenses publiques et financer leurs déficits, comme la réduction des dépenses de projets de développement et de la prestation de services », indique le WESP 2009.

La balance des paiements courants s'est également aggravée en 2008, en particulier dans les pays africains importateurs de pétrole, passant de -6,3 pour cent du PIB en 2007 à -7,2 pour cent en septembre dernier.

Les problèmes sont globaux et exigent des solutions mondiales

Le rapport indique qu'un plan de relance massif est nécessaire à l'échelle planétaire pour sortir de la récession mondiale. Chaque plan sera moins efficace si chaque pays ne se préoccupe que de sa propre économie. Une action concertée renforcerait les effets multiplicateurs de la relance et est en outre nécessaire pour garantir que l'action financière est d'un niveau suffisant. Cependant, à l'heure qu'il est, il n'existe aucun mécanisme institutionnel crédible visant à coordonner au plan international les plans de relance ou les politiques monétaires. Un tel mécanisme devra être mis sur pied en même temps que d'autres réformes de fonds.

Ces réformes devront aussi tenter d'apporter une réponse à la faiblesse d'un marché financier mondial centré sur le dollar comme monnaie de réserve. Avec l'endettement net des États-Unis en augmentation constante (près de 2,7 billions USD à la fin de 2008, en hausse par rapport aux 2,5 billions de 2007) un ajustement anarchique des déséquilibres mondiaux et une baisse brutale du dollar demeurent des risques majeurs de perte.

Les économistes de l'ONU recommandent que le FMI et la Banque mondiale assument un rôle de premier plan pour une meilleure coordination des politiques internationales tout en assurant une gouvernance plus équitable, des conseils politiques et des opérations, ainsi qu'une influence et une participation plus importantes des pays émergents et en développement.

Pour les interviews ou pour obtenir de plus amples informations, prendre contact avec la section Développement du Département de l'information publique de l'ONU par l'intermédiaire de Newton Kanhema, +1-212-963-5602, kanhema@un.org ou Franck Kuwonu, +1 212 963 8264, kuwonu@un.org

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE est publié au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN DESA), la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies (la Commission économique pour l'Afrique (ECA), la Commission économique pour l'Europe (ECE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA)).

WORLD ECONOMIC SITUATION AND PROSPECTS 2009 (SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE 2009) (Sales No.E.07.II.C.2, ISBN 978-92-109158-8) from United Nations Publications, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 États-Unis, tél. 800-253-9646 ou 1-212-963-8302, télécopie 1-212-963-3489 ; e-mail : publications@un.org ; ou Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Genève-10, Confédération helvétique, tél., 41-22-917-2614, télécopie 41-22-917-0027, e-mail : unpubli@unog.ch ; Internet : <http://www.un.org/publications>.